

qu'est l'organisation

Le point de départ de cette discussion sur les organisations est une critique formulée dans le bulletin I.C.O. de juillet 1966 (numéro 51) page 27 au sujet d'un article publié dans Lutte de Classe (Renault 73 rue Blanche- Paris) par le G.L.A.T. (Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs). Cette critique a motivé une réponse véhémante de ce groupe laquelle a provoqué à son tour un débat animé au cours d'une réunion des camarades de Paris (novembre 1966). Tout ce qui touche des questions importantes et rarement abordées d'une manière approfondie. Nous avons pensé réunir les premiers éléments de la discussion pour les diffuser auprès de l'ensemble des camarades d'I.C.O.

Nous compléterons ces premiers textes par d'autres et par tout ce que les camarades pourront écrire ou nous envoyer sur ce sujet. Nous espérons ainsi que nous pourrons- malgré les divergences qui apparaîtront- aller aussi loin que possible- et cela avec la participation de tous.

Dans notre esprit, il ne s'agit pas d'arriver à un but, mais d'amorcer une sorte de discussion permanente: le mouvement ouvrier lui-même tranchera.

- Les camarades d'Informations Correspondance Ouvrières -

position d' I . C . O .

- Position des camarades de Paris -

(mise au point en vue de la rencontre internationale de juillet 66)

Ce texte n'est que la partie touchant les questions d'organisation et d'activité du groupe (l'autre partie a été publiée dans ICO n° 54-novembre 66).

La "fonction" d'ICO est de mettre en contact des travailleurs pour qu'ils puissent parler de ce qu'ils vivent, en discuter, en tirer eux-mêmes des conclusions. Il peut s'agir de travailleurs isolés, ou d'un groupe de travailleurs d'une entreprise, ou bien de tous les travailleurs en lutte.

ICO ne se rattache pas à une "tradition" ou marxiste ou anarchiste et ne cherche pas à définir ce qui est marxiste ou anarchiste ou révolutionnaire. Les camarades qui y participent peuvent venir de différents groupes (anarchiste, communistes de conseil, etc ...), ou n'appartenir à aucun groupe, ils essaient de voir d'abord quelle est leur expérience de travailleur et celle des autres travailleurs. Ce qu'ils attendent des idées et des discussions nées de la confrontation de leur expérience ce n'est pas qu'elles soient justes par rapport aux penseurs de telle ou telle école, c'est qu'elle corresponde à leur expérience de ce qu'ils affrontent dans la société capitaliste. Les faits du mouvement ouvrier sont souvent déformés ou passés sous silence; les explications sont toujours données dans l'intérêt d'une organisation ou pour prouver une théorie. Nous essayons toujours de savoir comment se passent les luttes par des contacts directs et de trouver l'explication la plus juste. Les désaccords ne sont pas tranchés en vue de définir une position, ils sont exprimés le plus clairement possible. C'est le mouvement ouvrier lui-même qui donne finalement la réponse.

ICO n'est pas un cartel d'organisations, ni une tentative de reconstituer un autre groupe politique ou syndical. Son existence définit pourtant un mode de fonctionnement fondamentalement différent de celui des groupes traditionnels.....

Les organismes de lutte

des travailleurs ne peuvent se créer qu'au cours des luttes et en réponse aux nécessités de cette lutte; ce sont les travailleurs qui conscients des objectifs de cette lutte, en fixent les formes, les fonctions, les dimensions, le rôle économique.

Une société socialiste ne peut-être définie qu'à part de tels organismes qui, au cours de la lutte se transforment en organes de gestion parce qu'ils doivent répondre à la totalité des problèmes qui se pose à l'échelle de la société toute entière. L'aspect "travail productif" n'est alors plus qu'une partie de ces problèmes.

Dans la société présente, l'orientation vers une société socialiste se dessine non seulement dans les formes des luttes (action directe, grèves sauvages, conseils ouvriers, etc ..., mais aussi dans l'évolution générale des structures et des idées, dans les comportements en face des appareils de domination).

La fonction d'un groupe de travailleurs (comme ICO)
un groupe (travailleurs ou intellectuels) si large soit-il ne peut se poser comme l'organisation du prolétariat ou comme organisation révolutionnaire, ou comme organe de liaison ou d'extension des luttes ouvrières, ou comme le gardien de l'application de principes révolutionnaires pré-établis.

La seule activité est dans l'analyse de la société capitaliste et de ses moyens de domination, des luttes ouvrières, dans l'aide matérielle ou explicative aux travailleurs en lutte.

Des groupes d'entreprise ou des groupes locaux ne peuvent avoir que la même activité à l'égard des travailleurs qu'ils peuvent toucher mais ne peuvent se substituer à eux pour organiser la lutte, donner des mots d'ordre, étendre la lutte, cela ne peut être fait que par les travailleurs.

Le fonctionnement d'un groupe

L'activité d'un groupe ne peut s'identifier à l'action du mouvement ouvrier. A l'intérieur d'un groupe qui ne cherche pas à agir pour conquérir le pouvoir ou pour entraîner les ouvriers, les rapports peuvent être ceux que les travailleurs ont entre eux dans leurs organismes autonomes.

A l'intérieur de ce groupe, chacun peut exprimer son opinion et faire état de son expérience; à l'extérieur dans son entreprise chacun est juge de ce qu'il peut faire. De même différents groupes semblables ne peuvent qu'être autonomes tout en définissant leur mode de liaison et leur orientation commune.

Les camarades d'ICO attachent une importance particulière à ce que chacun puisse s'exprimer, à ce que tout soit dit ou écrit en termes simples accessibles à tout travailleur, à ce que les débats ne soient abordés qu'à partir des faits concrets vécus par tous.

Il n'est pas possible de préjuger de l'orientation future d'ICO ou de sa continuation comme expérience originale. Après avoir débuté pratiquement de rien il y a huit ans, ICO compte 20 à 30 participants aux réunions mensuelles à Paris (tous travailleurs) et des liaisons en province. Le bulletin roncoté est tiré à 500 exemplaires (250 abonnés payants) 2 numéros spéciaux en 1966, un sur les conseils ouvriers allemands, un sur les comités d'entreprise.

position du GLAT

(Groupe de Liaisons et d'Action des Travailleurs)

V- L'Organisation révolutionnaire.

I- Le mouvement ouvrier, en tant qu'organisation de lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, se développe sous l'action de deux facteurs liés mais distincts.

- a- Les conditions objectives où se trouve placée la masse des travailleurs salariés, du fait de l'oppression qu'elle subit, qui peut être plus ou moins sensible selon le lieu et la période.
- b- L'action consciente des militants qui expriment sous forme de projet révolutionnaire l'expérience de la classe exploitée et traduisent ses aspirations immédiates en mots d'ordre concrets pour l'orientation de la lutte.

Dans leur effort de clarification les militants se heurtent constamment à l'influence négative exercée par la société bourgeoise sur l'attitude générale des travailleurs. La lutte contre l'exploitation se déroule donc au sein même de la classe salariée, et le regroupement des militants s'impose pour augmenter leur poids relatif dans la classe, pour leur permettre de confronter leurs positions et de s'assurer les instruments de propagande indispensables.

2. L'organisation révolutionnaire (ou Parti) a pour objet d'assurer ce regroupement; son but est de coordonner, du point de vue idéologique et pratique, l'action des militants révolutionnaires en vue du développement de l'action autonome de la classe des travailleurs salariés. Ce regroupement ne peut donc être par lui-même un objectif de l'action militante. Vouloir subordonner l'action de classe aux directives du Parti, ou même renoncer au développement d'une action ouvrière autonome sous prétexte de défendre la cohésion d'une organisation existante, c'est trahir les intérêts fondamentaux des travailleurs au profit d'une bureaucratie. Une telle orientation ne peut en aucun cas conduire au socialisme, mais tout au plus à une nouvelle société de classe ou la dictature capitaliste est remplacée par une dictature bureaucratique.

3. Par suite de sa nature et de ses objectifs, le Parti (ou organisation révolutionnaire) se distingue à un double point de vue de l'ensemble du mouvement ouvrier.

a. Alors que le mouvement ouvrier est nécessairement centré sur les entreprises, le parti est centré sur des noyaux de militants, dont tous ne sont pas engagés dans une entreprise. Cette situation particulière est imposée à la fois par la diversité de l'économie capitaliste et par le développement inégal de la conscience de classe.

b. Alors que le mouvement autonome des travailleurs en dehors des périodes de crise révolutionnaire, ne possède qu'une coordination très lâche (la centralisation assurée par les appareils bureaucratiques n'étant en définitive qu'un étouffement permanent de l'initiative des travailleurs) le Parti ne peut pas vivre sans une coordination très poussée de l'action des militants. Le problème-clé de l'organisation révolutionnaire est donc d'assurer la liaison entre son action et l'action spontanée des travailleurs, tout en évitant que la centralisation indispensable ne fasse naître automatiquement un appareil bureaucratique.

4. Il n'est pas question aujourd'hui d'établir des statuts, mais il est nécessaire d'indiquer de quelle manière fonctionnera pratiquement la vie démocratique du parti. (les mots entre parenthèses ne résolvent rien en eux-mêmes, ils sont là uniquement pour ne pas alourdir le texte).

A. Démocratie Réelle

L'orientation du (Parti) est élaborée dans ses organismes de base (section).

La centralisation des décisions, c'est-à-dire la direction politique, est assurée par les délégués des (sections) élus et mandatés sur des points précis, à la suite de la discussion des rapports, réunis en (conseil central) chaque fois que la situation l'exige.

Les délégués des (sections) ne délèguent à personne leur pouvoir de dirigeants politiques.

Entre chaque (conseil central) il n'y a pas d'organisme permanent de direction "comité directeur" "bureau politique" ou autre.

Dans leurs sections, (les sections) appliquent les décisions prises par le (Conseil central).

B. Démocratie directe

1°) Il n'existe aucun échelon de direction politique intermédiaire entre les (sections) et le (conseil central).

Dans le cadre des décisions prises en (conseil central), les (Comités exécutifs régionaux) coordonnent l'action des (sections) et arbitrent les conflits. Le (Comité exécutif régional) est une assemblée de délégués des (sections).

2°) Les liaisons entre sections sont horizontales (exemple la diffusion des rapports pour le (conseil central) ce qui implique que toute disposition pratique doit être prise pour donner à toute section les possibilités matérielles de diffusion.

3°) Les fonctions techniques nationales sont exercées par roulement par les (comités exécutifs régionaux). Le roulement est déterminé à chaque (conseil central). Les fonctions techniques régionales sont placées sous le contrôle du (comité exécutif régional).

V- Excluant à tous les échelons les manoeuvres électorales et bureaucratiques, le Parti doit déterminer sa tactique en fonction de ses objectifs et de la lutte des classes en France et dans le monde:

1°- En refusant l'unité organique au sein d'un même parti, non seulement avec des fractions de la bourgeoisie capitaliste, mais avec des dirigeants réformistes ou des fractions d'appareils bureaucratiques. L'unité organique n'est concevable qu'avec des tendances socialistes révolutionnaires du mouvement ouvrier, sur la base d'un programme préalablement défini.

2°)- En refusant également le front unique avec l'ennemi de classe capitaliste qui a toujours conduit le mouvement ouvrier à la catastrophe. Si les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie coïncident momentanément avec ceux des travailleurs, cette coïncidence ne peut pas servir de base à la création d'une organisation commune même cartellisée. Une distinction très nette doit donc être maintenue entre l'unité d'action, accord limité sur des points précis, et le front unique, accord général sur un programme commun.

3°) Le front unique avec des organisations ouvrières, même bureaucratiques, doit reposer sur une base de classe, ce qui implique un programme minimum comportant la lutte contre la bourgeoisie et son appareil d'Etat. En outre, le front unique suppose des garanties organisationnelles: cartel d'organisations placées sur un pied d'égalité, prenant leurs décisions à l'unanimité; il ne doit pas restreindre la liberté de critique et de propagande des participants.

4°) L'unité d'action sans exclusive doit être systématiquement recherchée avec toutes les organisations, bourgeoises, petites bourgeoises ou bureaucratiques, dont les intérêts sur un point précis coïncident avec ceux des travailleurs.

L'action unitaire doit également avoir pour objet l'arrêt de la guerre d'Algérie et l'indépendance des peuples coloniaux, la défense des militants ouvriers et du niveau de vie des travailleurs, la lutte contre les violences fascistes et la restriction des libertés démocratiques.

L'unité d'action suppose la définition en commun des objectifs et des moyens et la répartition des responsabilités entre les participants; elle ne doit en aucun cas aboutir à un Front National impliquant la participation à la gestion de l'Etat bourgeois.

VI- Conclusion

Rejettant aussi bien le sectarisme aveugle que l'opportunisme qui conduit à la collaboration de classe et à la trahison vis-à-vis des travailleurs, l'organisation révolutionnaire s'efforcera par sa propagande et son action de faire connaître aux exploités la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de la servitude capitaliste. Ce qui doit nous orienter dans cette voie, ce n'est pas un vain souci de pureté révolutionnaire, mais la considération objective de l'état du mouvement ouvrier en France et dans le monde. De l'expérience des travailleurs surgissent aujourd'hui de nouvelles formes d'action; leur développement conscient et systématique constitue pour le mouvement ouvrier la seule chance de surmonter sa crise et de reprendre le chemin de la victoire. Une politique réaliste est celle qui offre une orientation conforme aux nécessités historiques, non celle qui propose des objectifs trop dérisoires pour susciter une action quelconque.

- Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs,

Mars 1959 -

que faut-il faire dans une lutte / g l a t /

(juin- juillet 66 - extraits)

(Le bulletin "Lutte de Classe"- diffusé systématiquement dans les entreprises de la région parisienne, traduit les idées de ce groupe à l'occasion de cas concrets)

La classe ouvrière ne peut donc vaincre le capitalisme que par la

formation d'organes de classe (assemblées d'atelier ou d'usine, comités de lutte, conseils ouvriers, etc ...) qui permettent aux travailleurs de prendre eux-mêmes en mains la direction de leur lutte, se préparant ainsi à se rendre maîtres de la production et de la société (conditions qui définissent le socialisme au sens scientifique du terme).

Mais, tandis que l'exploitation que subissent les travailleurs les pousse, indépendamment de leur volonté, et sans qu'ils s'en rendent toujours compte, à entrer en lutte contre le capitalisme et à lui opposer une organisation qui leur soit propre, on peut dire qu'en même temps les conditions de vie d'une classe exploitée rendent très difficile la prise de conscience, indispensable pour que la lutte aboutisse à des résultats positifs. Pour prendre un tout petit exemple, on a bien vu dernièrement chez RHONE-POULENC les travailleurs déborder les bonzes syndicaux en faisant preuve d'une combativité dont les dirigeants professionnels prétendent toujours qu'elle n'existe pas. Mais on a pu constater que les mêmes travailleurs ne songeaient nullement à constituer une organisation qui leur aurait permis de triompher, et qu'après avoir exprimé leur volonté de lutte ils remettaient à nouveau leur sort entre les mains des dirigeants, qui s'empressaient de "trahir", c'est-à-dire de jouer leur rôle normal d'instrument de la bourgeoisie capitaliste.

On pourrait aisément multiplier par cent ou par mille des exemples de ce genre et citer non seulement des cas d'entreprises isolées, mais des actions impliquant toute une industrie (les mineurs en 1963) ou un pays entier (France en 1953, Belgique en 1960-61). Nous pensons que de tels événements ne résultent pas du hasard, mais qu'ils traduisent une difficulté fondamentale devant laquelle se trouve placée l'action de classe: les disparités provoquées au sein de la classe ouvrière par le développement inégal du capitalisme sont telles qu'une action coordonnée d'une grande masse de travailleurs en vue de l'établissement de leur propre pouvoir peut difficilement se produire sans intervention d'une organisation révolutionnaire pré-existante.

Dans ces conditions, ceux qui ont compris la nécessité de la lutte anti-capitaliste doivent se grouper, non pour former une nouvelle clique de dirigeants, mais pour aider les travailleurs à prendre conscience du sens de leur propre combat et des moyens d'action qu'il nécessite. C'est de cette manière que nous comprenons ce que tu appelles "clarification idéologique", qui, ainsi définie, est un objectif essentiel de notre action.

C'est également dans cet esprit que nous nous proposons notre aide matérielle aux travailleurs qui veulent lutter, ou même simplement donner leur avis, et dont la voix est étouffée par l'action conjointe de la bourgeoisie capitaliste et de la bureaucratie syndicale. Il est indispensable, en effet, d'organiser dès maintenant un minimum de liaisons entre les éléments les plus conscients et les plus actifs de la classe ouvrière, pour leur permettre de sortir de l'isolement auquel la société capitaliste les condamne.

Bien entendu, il est toujours à craindre qu'une minorité organisée ne s'attribue, consciemment ou inconsciemment, un rôle dirigeant vis-à-vis de la masse des travailleurs. Mais nous pensons qu'on doit lutter

contre cette tendance, non en refusant de s'organiser - ce qui revient à se priver soi-même de tout moyen d'action - mais en affirmant en toute circonstance que la direction du mouvement ouvrier ne peut être exercée que par les travailleurs, et ceci, non pas dans un avenir indéterminé, mais immédiatement et de façon permanente. Une telle base programmatique - avec les conséquences qui en découlent sur le plan de l'organisation - nous interdit de nous "pousser du col", car elle implique que les militants sont au service de la classe, et non l'inverse.

critique d'ico

(dans la rubrique Publications - n° 51 - juillet 66)

Sous le titre "Correspondance" exposé des positions de ce groupe (G L A T). Des positions proches de celles d'ICO sur les syndicats sur le mouvement ouvrier, sur les syndicats: "La classe ouvrière ne peut vaincre le capitalisme que par la formation d'organes de classe (assemblées d'atelier ou d'usine, comités de lutte, conseils ouvriers) qui permettent aux travailleurs de prendre en mains la direction de leur lutte". D'accord "Aide matérielle aux travailleurs" qui veulent lutter ou même simplement donne leur avis, "les" aider à prendre conscience du sens de leur propre combat et des moyens d'actions qu'il nécessite encore d'accord. Mais alors pourquoi réintroduire la notion de "parti" après l'avoir démolie, au nom de la disparité du capitalisme (après tout, le léninisme, le stalinisme se justifieraient aussi ainsi). Est-ce pour utiliser les "têtes pensantes"?

Il nous semble y avoir une contradiction de taille entre l'affirmation d'une totale autonomie d'un mouvement ouvrier et le rôle dévolu à l'organisation. Si les travailleurs ne peuvent vaincre qu'en prenant en main la direction de leur lutte, pourquoi vouloir organiser un minimum de liaison. Cela paraît aussi être le but d'ICO mais pas sur la base d'une "minorité organisée" sous la forme parti. Il y a dans tout le fond de ce texte une équivoque de mots que l'on retrouve sous la plume de ceux qui parlent de C.C. tout en gardant la notion de parti. Suffit-il d'affirmer qu'en toute circonstance la direction du mouvement ouvrier ne peut-être exercée que par les travailleurs pour qu'une "minorité organisée ne puisse s'attribuer un rôle dirigeant". Nous disons carrément non avec toute l'histoire du mouvement politique et syndical sur le plateau. Ces mêmes camarades qui affirment si haut à propos de la grève Rhône-Poulenc (voir ICO) "les mêmes travailleurs ne songeant nullement à constituer une organisation qui leur aurait permis de triompher" (comme la réaction est vite expédiée et déformée). Si en cette circonstance - la "direction" du mouvement - voulue par l'ouvrier était de ne pas constituer un comité de lutte? Par exemple parce qu'ils percevaient qu'une telle lutte - dans le contexte global perçu par les travailleurs mais mal par les conseillers - n'avait aucune chance de "triompher". Il faut vraiment être loin d'une entreprise, de la réalité des travailleurs pour sortir ainsi des "vérités premières".

Nos positions ayant été présentées - une fois de plus- d'une manière plus que tendancieuse, dans le n° de juillet d'ICO, nous nous permettons de vous envoyer la mise au point ci-dessous:

1. Rendant compte, dans la rubrique "Publications" d'un texte paru dans le n° Juin-Juillet de "Lutte de Classe", un de vos camarades nous accuse d'avoir "réintroduit la notion de parti après l'avoir démolie". Ni l'une ni l'autre de ces affirmations ne correspondent au contenu de notre texte, qui résumait brièvement notre conception de l'action d'un groupe révolutionnaire. En outre, les arguments utilisés par notre critique montrent chez lui une singulière conception de la logique, et son propos, pour être bref, n'en fourmille pas moins d'inexactitudes et de contradictions, qui malheureusement nécessitent d'assez longs développements.

2. Notre texte exprimait et motivait notre hostilité irréductible à toute forme d'organisation bureaucratique. Il ne prenait pas position contre l'organisation en tant que telle, bien au contraire, puisqu'il définissait les deux formes d'organisation que nécessite concrètement le processus révolutionnaire; l'organisation générale des travailleurs (assemblées, comités, conseils) et l'organisation spécifique des révolutionnaires. Libre à notre critique d'appeler cette dernière organisation un parti. Mais en faisant intervenir ce terme chargé de passion (et que pour cette raison nous évitons d'employer, en tout cas sans explications très détaillées) il commet une malhonnêteté. Car pour ses lecteurs (qui d'ailleurs n'ont pas eu connaissance de notre texte) "parti" signifie forcément parti bureaucratique, de même que "socialisme" signifie SFIO et "communisme" signifie stalinisme, pour ne pas parler des significations curieuses qui s'attachent parfois au mot "révolution". Dans un texte de deux pages, qui abordait quelques-unes des questions les plus fondamentales de l'activité révolutionnaire, nous ne pouvions pas nous étendre sur notre conception de l'organisation (elle est du reste, exposée dans le texte "Pour une orientation ouvrière" qui sert de base à notre activité, et dont, sauf erreur, les camarades d'ICO ont eu connaissance). Toutefois, notre texte souligne bel et bien l'aspect essentiel de la question: les rapports qui s'établissent entre la classe ouvrière et une organisation bureaucratique sont d'une nature radicalement autre que ceux qui peuvent exister avec une organisation révolutionnaire. Dans le premier cas, en effet, l'organisation se présente comme une direction, alors que dans le deuxième elle reconnaît le rôle dirigeant exclusif de la classe ouvrière elle-même.

3. S'agit-il donc de notre prt de pieuses intentions qui seraient, bien entendu, démenties dans la pratique? Remarquons tout d'abord que de notre point de vue les intentions, pures ou impures, ne peuvent intéresser que les curés: c'est sur l'activité que nous jugeons, et que nous entendons être jugés. Nous affirmons donc que la seule sauvegarde que l'on puisse raisonnablement exiger contre le risque de bureaucratisation- risque que nous ne sous-estimons pas, mais par lequel nous refusons de nous laisser paralyser- réside dans l'activité de l'organisation révolutionnaire, sur

la base de son programme et avec les conséquences qui en découlent sur le plan de l'organisation. Ce point, il est vrai, n'est pas développé dans notre texte. Il l'est, en revanche, dans notre plateforme- et notre critique aurait pu s'y référer, au lieu de se lancer dans des divagations démagogiques à propos de Rhône-Poulenc (point sur lequel nous reviendrons plus loin). Nous considérons, en effet, qu'une organisation démocratique, c'est-à-dire dirigée par l'ensemble de ses militants, sans aucun organe de direction spécialisée, ne se trouve pas exposée aux mêmes risques de déviation que la classique organisation centralisée. Nous disons qu'une organisation, dont la propagande est tout entière destinée à mettre en relief le rôle dirigeant de la classe ouvrière, pourrait se heurter à quelques difficultés s'il lui prenait fantaisie de s'attribuer un rôle dirigeant. Tout cela, le camarade le balaye en invoquant "toute l'histoire du mouvement politique et syndical". Mais où-donc a-t-on déjà vu une organisation du type que nous définissons (et que le GLAT n'a pas prétention de représenter)? Où par conséquent a-t-on vu une telle organisation s'attribuer un rôle dirigeant? Le camarade qui connaît si bien toute l'histoire du mouvement politique et syndical pourrait peut-être nous éclairer sur ce point, car pour notre part nous n'avons jamais entendu parler d'évènements de ce genre. La seule constatation que l'on puisse tirer de l'histoire, c'est que jusqu'à présent une véritable organisation révolutionnaire n'a jamais existé. Partant de là, notre critique semble admettre comme un dogme que toute organisation est par sa nature bureaucratique. Mais l'action révolutionnaire ne saurait se fonder sur des dogmes; elle exige des analyses scientifiques. Celles-ci nous montrent que si, dans l'histoire du mouvement ouvrier, il y a eu ~~xxxxx~~ incontestablement prédominance des formes bureaucratiques, il y a eu aussi un courant, plus ou moins important selon les lieux et les périodes, qui tendait vers la formation d'organisations radicalement autres. C'est à ce courant que nous nous rattachons, et si nous considérons comme possible la formation, à terme plus ou moins éloigné, d'une organisation révolutionnaire, c'est par la raison même qui nous fait penser que la révolution prolétarienne est possible, bien que personne ne l'ait encore vue se produire: parce que nous pouvons déceler dans la réalité des tendances, ne serait-ce qu'embryonnaires, qui vont dans ce sens.

4. Si l'organisation n'est pas destinée à diriger la classe, quelle doit donc être sa fonction? Selon nous elle est multiple, et consiste tout d'abord en l'organisation de liaisons entre travailleurs. Voilà qui nous vaut les foudres de notre censeur, qui demande: "Si les travailleurs ne peuvent vaincre qu'en prenant en mains la direction de leur lutte, pourquoi vouloir organiser un minimum de liaison" et porte ensuite la confusion à son comble en ajoutant "cela paraît aussi être le but d'ICO, mais pas sur la base d'une "minorité organisée", sous la forme parti". S'il est inutile d'organiser des liaisons, puisque la classe ouvrière pourvoit à tout, notre critique pourrait-il nous expliquer pourquoi il milite, pourquoi il édite un bulletin, assiste à des réunions, et même participe à leur organisation? Il n'a tout de même pas l'audace de croire que, toute organisation étant superflue, c'est de sa seule personne que la classe ouvrière a besoin. Au surplus, s'il est inutile -voire nuisible- d'or-

ganiser des liaisons, pourquoi diable participe-t-il à un groupe dont il reconnaît que c'est là le but? Ou serait-ce alors que l'organisation de liaisons est un monopole d' I.C.O., et que sont anathèmes tous ceux qui se permettent d'en organiser de leur côté? Mais sans doute les mots importants sont-ils les derniers: pas de parti. Nous nous sommes déjà expliqué là-dessus. Ajoutons que dans notre naïveté nous ne voyons pas comment il est possible d'agir, même de sortir le plus modeste des bulletins sans être organisé d'une manière ou d'une autre. Si l'on refuse d'envisager ouvertement la question, le seul résultat est de substituer à l'organisation ouverte, dirigée par ses adhérents, une organisation occulte, propriété privée de quelques activistes. Pour notre part, nous avons choisi le premier terme de l'alternative. Depuis 7 ans que paraît "Lutte de Classe", pas une ligne n'y est sortie sans avoir été ~~xxxxxxx~~ examinée et approuvée à la réunion hebdomadaire du groupe. Ceux qui nous censurent peuvent-ils en dire autant? C'est pourtant là un assez bon test de la véritable nature d'un groupe ou d'une organisation. En revanche, nous ne voyons pas en quoi une hostilité maladroite à l'organisation sous toutes ses formes pourrait servir la classe ouvrière. Le camarade se déclare d'accord avec nous sur la nécessité d'aider les travailleurs qui veulent lutter ou s'exprimer, et ceci non seulement sur le plan matériel mais sur celui de la prise de conscience. Pour le coup, c'est lui qui s'enferme dans une contradiction insoluble, car comment donc va-t-il s'y prendre pour aider les travailleurs, s'il ne peut lui-même s'appuyer sur rien? Serait-il donc méritoire, lorsqu'on veut agir, de se priver soi-même de tout moyen d'action, et criminel de chercher à s'en procurer?

5. Mais ces contradictions ne sont sans doute que l'expression d'une confusion encore plus fondamentale, qui se manifeste au grand jour dans le passage consacré à Rhône-Poulenc. Nous nous étions permis de dire que les travailleurs de cette usine, après avoir fait preuve d'une grande combativité, n'avaient pas songé à se donner les formes d'organisation qui auraient permis à leur volonté de lutte de se traduire dans les faits. Nous avons vu là une toute petite illustration, parmi d'autres bien plus importantes, du fait que la classe ouvrière a encore du chemin à faire avant de parvenir à une prise de conscience complète des conditions de son combat. Mais non, proteste notre critique, le fait de ne pas constituer un comité de lutte correspondait à la "direction du mouvement voulue par l'ouvrier" - et celui-ci perçoit évidemment le "contexte global" mieux que ses conseillers qui eux sont loin de la réalité. Qu'est-ce à dire? Que les travailleurs sont infaillibles, et prennent toujours invariablement la décision correcte en toute circonstance? S'il en était ainsi, les conseillers n'auraient plus qu'à se taire. Mais est-ce bien cela, la réalité? N'existe-t-il pas des ouvriers racistes, qui font grève lorsqu'il est question d'accorder des droits égaux à telle ou telle minorité? N'existe-t-il pas des ouvriers chauvins, qui soutiennent leur bourgeoisie contre les ouvriers d'un autre pays? N'existe-t-il pas un nombre considérable d'ouvriers intoxiqués par la propagande bureaucratique, qui traitent de diviseurs ceux qui critiquent les syndicats? Refuser de regarder cette réalité en face, c'est sombrer dans un ouvriérisme infantile, auquel l'histoire aussi bien que l'expérience de tout un chacun donnent le plus cinglant des démentis. Pour notre part, nous avons choisi de tenir

compte du fait que la classe ouvrière n'est pas un bloc monolithique, qu'il y existe des couches très diverses, dont certaines sont plus avancées que d'autres. Nous pensons que la fonction d'une organisation révolutionnaire est précisément d'aider les couches les plus avancées à prendre la tête du mouvement, même si cela doit entraîner des désaccords avec certains travailleurs. Argumentation léniniste, voire stalinienne? Soyons sérieux: si Lénine était convaincu que la terre tourne autour du soleil, devons-nous en conclure que c'est le contraire qui est vrai? La validité d'un argument n'a pas de rapport avec la personne de celui qui l'emploie. Et notre critique serait bien en peine de démontrer l'absence de disparités au sein de la classe ouvrière. La seule question qui se pose réellement est de savoir comment il est possible de surmonter ces disparités. Et sur ce point comme sur les autres notre critique n'apporte aucune contribution positive.

Voilà, camarades, les réflexions que nous inspire le passage que vous nous avez consacré. Nous vous laissons juges de la question de savoir s'il aurait été plus correct de permettre à vos lecteurs de se faire eux-mêmes une opinion, en reproduisant intégralement notre texte (qui après tout n'avait que deux pages et pouvait présenter un certain intérêt), plutôt que d'en donner une version tronquée et déformée. Nous laissons également à votre sens des exigences d'une information loyale et démocratique le soin de trancher du sort que vous ferez à la présente lettre

position de communistes de conseils

- (Position des camarades hollandais à la conférence de juillet 66)

Pour le groupe "Acte et Pensée" en Hollande, le socialisme n'est pas un état ou une condition que l'on devrait établir ou créer, ni un idéal auquel la réalité devrait se conformer. Pour lui, le socialisme est: le mouvement réel, éliminant ou transformant la situation de maintenant et pas une doctrine.

Ce mouvement réel est la lutte de la classe des ouvriers ainsi qu'elle se produit des relations sociales données, obtenant une forme pratique, non pas la lutte telle qu'elle se présente dans la tête des politiciens, des syndicalistes ou des idéalistes, soit des "états majors de la révolution".

Ceux-là se prennent, dans une certaine manière, indispensables pour apprendre aux ouvriers comment lutter. Dans les partis, soi-disant "socialistes", dans les syndicats ou dans les groupes, on joue sa mélodie spéciale devant son public ouvrier, devant la classe prolétarienne. Ensuite-si l'on ne s'occupe pas à louer comme classe consciente ceux qui suivent- on s'étonne ou on s'inquiète du fait décevant que la partie des ~~travailleurs~~ travailleurs qui n'écoute pas est toujours et devient tou-

jours plus grande que l'autre partie qui se trouve derrière les drapeaux divers qu'on déploie.

Il est de fait que dans la période actuelle, qui a commencé il y a longtemps déjà, les "groupes socialistes" et toutes les alliances, organisations ou syndicats qui veulent donner aux ouvriers des directives, un idéal ou simplement "conscience de classe", perdent de plus en plus de leur importance. De l'autre côté, la lutte de classe gagne toujours de l'importance et en outre acquiert un caractère qu'elle n'a jamais eu autrefois, lorsque les ouvriers, suivant n'importe quelle organisation, se mouvaient dans les limites de la société bourgeoise.

L'explication de ce fait n'est pas une question théorique. La chose est assez claire à tous ceux qui se rendent compte de la pratique. Les ouvriers ne luttent pas pour le "socialisme" ni pour un idéal social, ni parce qu'ils possèdent de la "conscience de classe" ou s'y connaissent en matière politique. Leur combat résulte de leur position sociale, de la condition ouvrière, de la situation capitaliste d'aujourd'hui.

Ce combat n'a pas une signification politique, mais une signification sociale, tout à fait hors de ce que les ouvriers eux-mêmes s'en imaginent. Et si les ouvriers dans leur lutte présente buttent de plus en plus contre l'état capitaliste, se retrouvent de plus en plus contre les partis politiques, qui sont contre eux parce qu'ils sont - comme les syndicats - intégrés dans la société actuelle; si les ouvriers ne font pas attention aux groupes, souvent composés d'intellectuels ou de demi intellectuels (d'origine prolétarienne parfois) groupes qui se croient "liés" avec eux mais qui se trouvent en dehors et à qui manque l'essentiel qui donne à une action ouvrière son caractère spécial de "classe", si les ouvriers de nos jours se forment leurs propres organisations indépendantes, leurs comités de lutte et choisissent leurs propres dirigeants.... ce n'est pas parce qu'ils sont pris par la propagande pour la lutte autonome, pour les conseils ouvriers ou pour la gestion ouvrière. La lutte autonome des travailleurs n'est pas le résultat d'une propagande. Elle prend son origine, elle résulte des conditions sociales, desquelles elle est le produit. Des groupes, de n'importe quelle intention ou composition ne sont pas doués pour faire la lutte de classe. Seulement les ouvriers peuvent le faire, comme ouvriers. Qu'ils luttent comme ils luttent dans notre société industrielle d'aujourd'hui, ça correspond aux faits sociaux. Ces faits sociaux forment la base de la pratique ouvrière dans les usines et les entreprises. A la pratique réelle les ouvriers ont une réponse adéquate et logique. Et toujours les directives, les conseils bienveillants ou la préoccupation de la lutte du côté de ceux qui, par la suite d'une position idéaliste, ont le besoin de dire aux ouvriers ce qu'ils "doivent faire", se montre comme un obstacle pour le combat, qui, par cette préoccupation est freiné ou dirigé vers un embranchement.

Le groupe "Acte et Pensée" ne prend rien comme plus mauvais ou plus irréal que la croyance persistante, revenant toujours sous des formes diverses, que les organisations traditionnelles sont le ciment avec lequel on doit maçonner la volonté spontanée des travailleurs pour obtenir un agissement couronné de succès. Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier on ne rencontre pas un seul exemple pour prouver cette affirmation prétentieuse.

Comme une erreur aussi, le groupe "Acte et Pensée" regarde la conception que les partis, groupes ou syndicats qui en principe sont idéalistes - n'ont que besoin d'une direction vraiment juste et honnête. La position de ces organisations là n'est pas déterminée par leurs chefs. Au contraire: le développement de ces organisations, obéissant à ses propres lois sociales, détermine le comportement des dirigeants.

Jamais le mot bien connu que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut-être que son propre travail, n'a eu un tel sens précis et clair comme aujourd'hui. Ce n'est pas juste que les ouvriers ne sont pas capables de créer les organisations dont ils ont besoin pour leur lutte. Ils les forment. Mais ils ne les forment pas pour se "libérer", pas pour "la transformation de la société"; ils les forment pour des buts tout proches, pour des buts que les idéalistes regardent avec mépris ou avec lesquels ils ne sont pas d'accord. Malgré ça, ces organisations font des choses importantes. Mais elles le font comme conséquence du développement social, complètement indépendant de la volonté soit des ouvriers, soit des idéalistes socialistes.